



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

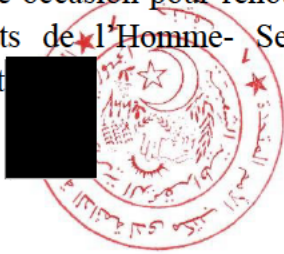
Mission Permanente d'Algérie
auprès de l'Office des Nations Unies
à Genève et des Organisations
Internationales en Suisse

البعثة الدائمة للجزائر
لدى مكتب الأمم المتحدة بجنيف
والمنظمات الدولية بسويسرا

MPAG/CA/ N°71 /2026

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des Organisations internationales en Suisse présente ses compliments à l'Office du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme -Service des procédures spéciales-, et a l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, la réponse du Gouvernement algérien à la communication conjointe des procédures spéciales AL DZA 8/2025, au sujet de la directive émise le 28 septembre 2025 par l'Ordre des avocats d'Alger.

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des Organisations internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler à l'Office du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme- Service des procédures spéciales- l'assurance de haute considération



Genève, le 19 février 2026

Office du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme
Service des procédures spéciales
Palais des Nations 1211 Genève, Suisse
E-mail : ohchr-registry@un.org

République algérienne démocratique et populaire

**Réponse officielle du Gouvernement algérien à la communication conjointe
de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des
droits de l'homme au sujet de la directive émise le 28 septembre 2025 par
l'Ordre des avocats d'Alger**

- Février 2026 -

Introduction

Dans le cadre de sa coopération constante et constructive avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme, la République algérienne démocratique et populaire a l'honneur de répondre à la communication conjointe concernant la directive émise le 28 septembre 2025 par l'Ordre des avocats d'Alger que lui ont adressée la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, la Rapporteuse spéciale sur la liberté d'opinion et d'expression et la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains.

L'Algérie tient tout d'abord à réaffirmer son attachement indéfectible aux principes d'une coopération sincère et transparente avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, convaincue que seul un dialogue objectif, fondé sur les faits et le droit, constitue le meilleur moyen de renforcer et de promouvoir la protection des droits de l'homme.

Elle tient également à affirmer sans ambiguïté qu'elle respecte en permanence le statut des défenseurs des droits de l'homme, l'indépendance des avocats et la liberté d'opinion et d'expression. Ces principes sont consacrés par la Constitution, protégés par la législation nationale et encadrés par les obligations internationales auxquelles l'Algérie s'est volontairement soumise, notamment celles découlant du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Charte arabe des droits de l'homme et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

L'Algérie constate toutefois que la communication faisant l'objet de la présente réponse repose sur une lecture partielle de la directive émise par l'Ordre des avocats d'Alger et ne tient pas compte du cadre juridique et réglementaire régissant la profession d'avocat en Algérie. Il est donc nécessaire d'apporter des explications précises en replaçant les faits dans leur contexte réel.

I. Motifs invoqués dans la directive émise par l'Ordre des avocats d'Alger

On trouvera ci-dessous des éléments de réponse à la communication conjointe que des titulaires de mandat relevant du Conseil des droits de l'homme ont publiée au sujet de restrictions imposées par l'Ordre des avocats d'Alger, qui, par sa directive du 28 septembre 2025, a interdit à ses membres de participer aux débats et aux émissions diffusés dans les médias et sur les réseaux sociaux, traitant de sujets politiques, économiques et autres.

- D'après les renseignements communiqués par des membres du Conseil de l'Ordre, bon nombre d'avocats affiliés à l'Ordre des

avocats d'Alger sont régulièrement sollicités pour animer des émissions de télévision, alors que le Conseil de l'Ordre n'a enregistré depuis plus d'un an aucune demande d'autorisation préalable adressée au bâtonnier, ce qu'exigent les règles déontologiques et les textes législatifs qui le régissent.

- Ces renseignements ont mis en lumière des violations graves des règles et de la déontologie de la profession d'avocat, notamment des dispositions législatives et réglementaires régissant la profession, à savoir :
 - Le code de déontologie interdit à un avocat de faire de la publicité pour ses services ou d'inciter autrui à le faire, conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi n° 13-07 portant organisation de la profession d'avocat.
 - Nul avocat ne peut, sans accord préalable du bâtonnier, prendre part à des émissions ou donner des consultations juridiques dans les médias, qu'il s'agisse de la radio, de la télévision ou de la presse écrite ou électronique, sans préjudice des règles interdisant la publicité et la recherche de clientèle ainsi que celles relatives au secret professionnel, ni en aucun cas toucher une rétribution, conformément à la déontologie professionnelle, notamment aux dispositions de l'article 98 de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2015 portant approbation du règlement intérieur de la profession d'avocat.
 - Selon les paragraphes 3 et 8 de l'article 179 du règlement intérieur, sont considérées comme fautes professionnelles graves la violation volontaire du secret professionnel ou du secret de l'instruction et la recherche de clients par la publicité à la radio, à la télévision, dans la presse ou par la voie électronique.
 - La directive publiée par l'Ordre des avocats d'Alger le 28 septembre 2025 ne saurait en aucun cas être considérée comme un texte restreignant arbitrairement la liberté d'expression. Au contraire, elle s'inscrit dans le cadre de l'exercice légitime des compétences de l'organisme professionnel et des pouvoirs légalement conférés au bâtonnier.

- Si la liberté d'expression est un droit fondamental, elle n'est pas absolue et est indissociable des obligations particulières inhérentes à la profession d'avocat. C'est pourquoi l'obligation d'obtenir l'accord préalable du bâtonnier ne constitue ni une forme de censure ni une exigence arbitraire, mais un outil réglementaire proportionné visant à protéger l'ordre public en matière de justice et la déontologie de la profession, en particulier dans le contexte de l'évolution rapide des médias et des réseaux sociaux.
- Les textes régissant la profession d'avocat confèrent au bâtonnier la mission de veiller au respect des règles déontologiques et organisationnelles au sein de l'ordre, mission qui ne consiste pas seulement à imposer a posteriori des mesures disciplinaires, mais aussi à prévenir les manquements professionnels. C'est dans cette optique que l'organisation préalable des interventions publiques constitue un mécanisme de prévention et de coordination visant à éviter toute déclaration susceptible de porter atteinte à la dignité de la profession ou au sérieux de la justice.
- De nombreux avocats animent des émissions dans lesquelles ils dispensent des conseils juridiques en direct, en violation flagrante des règles déontologiques de la profession d'avocat.
- L'apparition d'avocats sur les chaînes satellitaires et dans tous les types de médias, ainsi que leur présence constante et régulière sur les plateaux de télévision, constituent une nouvelle forme de marketing utilisée par les médias, alors que ces pratiques portent atteinte à la profession et aux avocats, et suscitent un profond mécontentement dans leurs rangs.
- La plupart des avocats concernés ont conclu des contrats et accords de travail rémunérés avec les chaînes de télévision, en violation des dispositions de l'article 98 du règlement intérieur. En outre, ces contrats n'ont pas été déposés auprès de l'Ordre, comme l'exigent les dispositions de l'article 94 du règlement intérieur, ce qui empêche le Conseil de

l'Ordre de vérifier leur conformité avec la loi portant organisation de la profession.

- La nécessité d'obtenir l'autorisation préalable du bâtonnier a pour objectif de permettre à ce dernier de prendre connaissance de la teneur de la participation médiatique prévue et d'évaluer dans quelle mesure l'avocat concerné respecte les obligations déontologiques et juridiques qui lui incombent, telles que l'interdiction de la publicité et le respect du secret professionnel et du secret de l'instruction.
- Certains avocats ont commis de graves fautes professionnelles susceptibles d'engager leur responsabilité pénale, en révélant des secrets professionnels dans des émissions télévisées et en ne respectant pas le secret de l'instruction. Certains ont même tenu des propos pouvant être considérés comme des remises en cause des décisions judiciaires et des atteintes à l'indépendance du pouvoir judiciaire, ce qui est puni par la loi.
- Dans toutes ces émissions télévisées à caractère social, les avocats présentent des exemples tirés des affaires de leurs clients et de leurs adversaires d'une manière qui porte atteinte au secret professionnel, dont l'article 90 du règlement intérieur dispose qu'il doit être protégé de manière absolue et qu'il relève de l'ordre public ; une telle atteinte menace l'exercice de la profession d'avocat et ébranle la confiance des justiciables.
- Le fait de faire appel à des avocats dans des émissions télévisées pour donner des conseils juridiques, de les inviter à débattre de sujets économiques et sociaux, de les faire intervenir dans des émissions politiques, voire de les faire participer à des émissions sportives et à des débats sur des thèmes religieux, relève de la promotion d'un contenu médiatique. En outre, on ne saurait faire de la profession d'avocat et de sa noble mission de défense des droits de l'homme un moyen d'exercer le métier de journaliste d'une manière qui enfreint toutes les règles et traditions professionnelles et éthiques internationales régissant l'exercice des fonctions des avocats.

II. Liberté d'opinion et d'expression

L'Algérie réaffirme que la liberté d'opinion et d'expression est un droit fondamental garanti par la Constitution et consacré par l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Néanmoins, le troisième alinéa de cet article dispose que l'exercice de ces libertés peut être soumis à certaines restrictions qui doivent être fixées par la loi et être nécessaires au respect des droits ou de la réputation d'autrui ou à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.

C'est pourquoi l'obligation d'obtenir l'accord préalable du bâtonnier ne constitue ni une forme de censure des opinions ni une exigence arbitraire, mais un mécanisme de réglementation professionnelle proportionné, visant à :

Protéger le secret professionnel, qui relève de l'ordre public d'après l'article 90 du règlement intérieur ;

- Préserver le secret de l'instruction ;
- Empêcher la publicité illicite et la recherche de clientèle par l'intermédiaire des médias ;
- Préserver le sérieux de la justice et l'indépendance du pouvoir judiciaire.

La profession d'avocat n'est pas une profession comme les autres ; elle s'accompagne d'obligations particulières qui distinguent les avocats des autres acteurs de la sphère publique. Par conséquent, la réglementation des interventions médiatiques des avocats est au cœur des compétences de l'organisation professionnelle et ne saurait être interprétée comme une restriction arbitraire de la liberté d'expression.

Tout en respectant le statut des défenseurs des droits de l'homme, l'indépendance des avocats et la liberté d'opinion et d'expression, l'Algérie estime que la réglementation de l'exercice de la profession ne porte en aucun cas atteinte à l'essence même de ces droits.

III. Indépendance des avocats, situation des défenseurs des droits de l'homme et conformité avec les normes internationales

L'Ordre des avocats d'Alger est une organisation professionnelle indépendante, dotée de la personnalité morale, dont le conseil et le bâtonnier sont élus dans le cadre de mécanismes démocratiques internes et qui exerce ses

compétences sans ingérence du pouvoir exécutif. Il a donc pris ses décisions relatives à la réglementation de la profession en toute indépendance.

L'Ordre des avocats d'Alger est une organisation ancienne qui s'est toujours engagée à défendre les valeurs de la justice, les droits et les libertés ; les avocats qui y exercent comptent parmi les meilleurs dans le domaine du droit et des droits de l'homme. Ils bénéficient d'une protection absolue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils défendent l'ensemble de ces valeurs et principes, sans aucune restriction, dans le respect de la déontologie et des traditions de la profession d'avocat ainsi que des textes législatifs et réglementaires qui la régissent.

En outre, l'argument selon lequel la directive porterait atteinte au statut des défenseurs des droits de l'homme est dépourvu de fondement factuel et juridique, puisque les avocats concernés n'exerçaient pas d'activité de défense des droits de l'homme lors de leurs interventions médiatiques, mais fournissaient des conseils directs, commentaient des affaires en cours ou abordaient des sujets sans rapport avec leur pratique professionnelle, y compris des sujets à caractère commercial ou non juridique. Les avocats visés ont notamment :

- Fait des déclarations concernant des affaires portées devant la justice y compris des allégations quant à la conduite d'enquêtes secrètes par les services de sécurité, portant ainsi atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire et aux droits des justiciables ;
- Diffusé des accusations graves contre certains groupes sociaux sans fondement juridique ;
- Divulgué des informations en violation du secret professionnel ou du secret de l'instruction, ou fait allusion à de telles informations ;
- Conclu avec des chaînes de télévision des contrats rémunérés qu'ils n'ont pas déposés auprès du Conseil de l'Ordre, comme l'exige l'article 94 du règlement intérieur, et pour lesquels ils n'ont pas obtenu d'autorisation.

Si ces pratiques ne sont pas réglementées, elles risquent de miner la confiance des justiciables dans la profession d'avocat. De plus, faire de cette profession un outil de marketing médiatique au profit des chaînes de télévision et des stations de radio va à l'encontre des traditions et de la déontologie universelles de la profession.

C'est pourquoi l'Algérie, tout en respectant le statut des défenseurs des droits de l'homme, l'indépendance des avocats et la liberté d'opinion et d'expression, souligne que ces droits ne dispensent pas des obligations

professionnelles propres à la fonction d'avocat, qui imposent de se conformer aux règles et aux codes de conduite de la profession. L'Ordre des avocats d'Alger a donc agi en ce sens, dans le cadre de son mandat.

Le cadre juridique régissant la profession d'avocat en Algérie est conforme aux normes internationales relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme, notamment :

- L'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politique ;
- Les Principes de base relatifs au rôle du barreau, que l'ONU a adopté à La Havane en 1990 ;
- Les dispositions de la Charte arabe des droits de l'homme et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

La directive ne contient aucune disposition interdisant aux avocats d'exprimer leur opinion ; elle régleme seulement les conditions de leurs interventions dans les médias en tant qu'avocats, afin de veiller au respect des exigences de la justice et de la déontologie de la profession.

IV. Mesures constitutionnelles, législatives et réglementaires prises pour assurer la protection des avocats et l'indépendance des organisations d'avocats

La protection des avocats et l'indépendance de la profession reposent sur un système juridique complet qui vise à garantir la protection des droits de la défense et à contribuer à la réalisation de la justice, en toute indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif. Ce système comprend les mesures constitutionnelles, législatives et réglementaires présentées ci-dessous.

1. Constitution

La Constitution algérienne consacre des principes qui renforcent indirectement l'indépendance de la profession d'avocat :

- L'indépendance du pouvoir judiciaire, prévue à l'article 163, qui permet aux avocats d'exercer leurs fonctions en toute objectivité et liberté ;
- Le droit à la défense, puisque la Constitution garantit le droit des citoyens de faire appel à un avocat, conférant à cette profession un caractère de service public aux fins de l'état de droit ;

- Le droit des citoyens d'avoir des avocats qui bénéficient des garanties juridiques qui les protègent contre toute forme de pression et leur permettent d'exercer leur profession en toute liberté.

2.Loi portant organisation de la profession

La loi n° 13-07 du 29 octobre 2013 portant organisation de la profession d'avocat est le texte fondamental qui régit cette profession et en énonce expressément l'indépendance :

- L'inscription au tableau des avocats s'effectue par l'intermédiaire de l'ordre des avocats de chaque circonscription.
- L'article 2 dispose que la profession d'avocat est une profession libérale et indépendante qui œuvre pour la sauvegarde des droits de la défense et concourt à l'œuvre de justice.
- L'article 5 accorde aux avocats la liberté totale de choisir leurs affaires, sauf dans les cas, prévus par la loi, où ils sont commis d'office.
- En vertu de l'article 22 de la loi, le cabinet d'avocat bénéficie d'une immunité juridique renforcée. Toute perquisition du cabinet ou saisie de ses documents ne peut être effectuée que dans des conditions très strictes, notamment en présence du bâtonnier ou de son délégué, ou après qu'ils ont été dûment avisés.
- L'article 24 accorde une immunité aux avocats en garantissant la protection absolue du secret de leurs dossiers et de leurs correspondances et la confidentialité des relations avec leurs clients, et en établissant qu'ils ne peuvent être poursuivis pour leurs actes ou leurs plaidoiries à l'audience.
- L'indépendance de la profession et l'absence d'ingérence administrative se reflètent également dans les procédures disciplinaires auxquelles peuvent être soumis les avocats algériens. Ces procédures sont menées par les instances disciplinaires des conseils de chaque ordre, qui interrogent les avocats visés sur toute faute professionnelle ou tout comportement contraire à l'honneur et aux traditions de la profession. Les avocats ont le droit de faire appel des décisions disciplinaires devant la commission nationale d'appel et le Conseil d'État.
- Conformément aux dispositions de l'article 115 de la loi, dans les vingt jours qui suivent les élections du conseil de l'ordre, celui-ci

élit pour trois ans parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue, un conseil de discipline présidé par le bâtonnier et composé de membres titulaires et de membres suppléants.

3. Règlement intérieur de 2015 :

Le règlement intérieur de la profession d'avocat, approuvé par l'arrêté ministériel du 19 décembre 2015, comprend des dispositions procédurales qui garantissent l'indépendance des avocats, comme suit :

Indépendance vis-à-vis de la partie adverse : le règlement intérieur interdit à tout avocat de se soumettre à des instructions émanant d'une personne autre que son client ou le conseil de l'ordre des avocats ; il régit également les cas de conflit d'intérêts susceptibles de porter atteinte à l'impartialité des avocats.

Indépendance administrative : les affaires de la profession sont gérées par des instances élues (les conseils des ordres et l'Union nationale des ordres des avocats), qui ont la compétence exclusive en ce qui concerne l'admission au barreau et les procédures disciplinaires.

L'Union nationale gère ses relations avec l'étranger de manière indépendante : elle est libre d'adhérer à toute organisation de son choix et d'organiser des activités scientifiques et professionnelles sans ingérence du pouvoir exécutif.

Indépendance financière : elle relève des instances professionnelles et est assurée de manière indépendante grâce aux cotisations des avocats inscrits au tableau.

Système disciplinaire : l'indépendance de la profession se traduit par le fait qu'un avocat ne peut faire l'objet de poursuites disciplinaires que devant une instance composée d'avocats du Conseil de l'Ordre, ce qui le protège de toute ingérence extérieure. La profession d'avocat est organisée en structures autonomes dont le fonctionnement et la protection des membres sont assurés au niveau de chaque circonscription. Conformément à la loi portant organisation de la profession, il est créé des ordres d'avocats ou barreaux régionaux, dirigés par un conseil élu et présidés par un bâtonnier, et chargés de tenir le tableau des avocats, d'examiner les plaintes et d'assurer le suivi disciplinaire des avocats

Au niveau national, l'Union nationale des ordres des avocats a été créée. Instance suprême qui représente l'ensemble des barreaux régionaux aux niveaux national et international, elle est composée des bâtonniers élus et a pour mandat d'assurer la coordination entre les ordres et de défendre l'indépendance de la profession auprès des autorités.

4.Organisation du processus électoral au sein des structures professionnelles

Les procédures et les règles régissant l'élection des membres du conseil de l'ordre des avocats respectent des principes fondamentaux et protègent contre toute ingérence administrative à toutes les étapes du processus, en ce qui concerne la convocation de l'assemblée générale électorale, l'ouverture des candidatures, l'examen des dossiers, le droit de recours et de litige, l'annonce définitive des résultats des élections et la désignation de l'avocat prenant la tête de l'instance professionnelle, conformément aux dispositions des articles 92 à 97 de la loi n° 13-07 et des articles 100 et 110 à 115 du règlement intérieur de la profession d'avocat.

Le Conseil de l'Union nationale des ordres des avocats fixe les dates des assemblées électorales. Le bâtonnier est élu au suffrage universel direct parmi les avocats en exercice, pour une durée de trois ans, par l'assemblée générale de chaque ordre (les avocats inscrits au tableau, à l'exception des stagiaires, qui ne participent pas au processus électoral). Tout candidat doit avoir une expérience professionnelle d'au moins sept ans, sans faute ni inconduite, et n'avoir fait l'objet d'aucune sanction disciplinaire ou peine judiciaire pour une infraction portant atteinte à l'honneur.

Une fois les bâtonniers des ordres élus, le président de l'Union est désigné parmi les bâtonniers candidats, au scrutin secret et à la majorité absolue des voix.

Conclusion

Réaffirmant son engagement sincère à coopérer avec les titulaires de mandats au titre des procédures spéciales, la République algérienne démocratique et populaire souligne que les allégations figurant dans la communication ne reflètent ni la réalité juridique ni le contexte professionnel dans lequel la directive a été publiée.

L'Algérie respecte le statut des défenseurs des droits de l'homme, l'indépendance des avocats et la liberté d'opinion et d'expression, dont elle garantit l'exercice dans le cadre de l'état de droit et des institutions.

L'Ordre des avocats d'Alger, organisation professionnelle indépendante ancienne, a exercé ses compétences juridiques dans un cadre réglementaire légitime qui vise à préserver la dignité de la profession, à protéger le secret professionnel et à maintenir l'autorité de la justice, sans porter atteinte à l'essence même des droits et des libertés.

L'Algérie reste disposée à poursuivre un dialogue constructif avec les rapporteurs spéciaux, dans un esprit d'objectivité et de respect mutuel, de manière à renforcer la crédibilité des mécanismes du Conseil des droits de l'homme, tout en préservant la souveraineté des États et l'indépendance de leurs institutions professionnelles, conformément au droit international.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

الرد الرسمي للحكومة الجزائرية
على البلاغ المشترك الموجه في إطار الإجراءات
الخاصة لمجلس حقوق الإنسان
بشأن المذكرة الصادرة عن منظمة محامي
الجزائر العاصمة بتاريخ 28 سبتمبر 2025

مقدمة :

تتشرف الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية بأن ترد، في إطار تعاونها الدائم والبنّاء مع آليات مجلس حقوق الإنسان، على البلاغ المشترك الموجه من قبل كل من المقررة الخاصة المعنية باستقلال القضاة والمحامين، والمقررة الخاصة المعنية بحرية الرأي والتعبير، والمقررة الخاصة المعنية بوضعية المدافعين عن حقوق الإنسان، والمتعلق بالملذكرة الصادرة عن منظمة محامي الجزائر العاصمة بتاريخ 28 سبتمبر 2025 .

وتود الجزائر، ابتداءً، أن تؤكد تمسكها الراسخ بمبادئ التعاون الصادق والشفاف مع الإجراءات الخاصة، انطلاقاً من قناعتها بأن الحوار الموضوعي المبني على الوقائع والقانون هو السبيل الأمثل لتعزيز حماية حقوق الإنسان وترقيتها .

كما تؤكد الجزائر، بشكل لا لبس فيه، أنها تحترم دائماً وضعية المدافعين عن حقوق الإنسان، واستقلالية المحامين، وحرية الرأي والتعبير، وهي مبادئ مكرسة دستورياً، ومحمية بموجب التشريعات الوطنية، ومؤطرة بالالتزامات الدولية التي ارتضتها الجزائر طوعاً، لا سيما العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، والإعلان العالمي لحقوق الإنسان، والميثاق العربي لحقوق الإنسان، والميثاق الإفريقي لحقوق الإنسان والشعوب .

غير أن الجزائر تلاحظ أن البلاغ محل الرد استند إلى قراءة جزئية للمذكرة الصادرة عن منظمة محامي الجزائر العاصمة، وأغفل الإطار القانوني والتنظيمي الذي يحكم مهنة المحاماة في الجزائر، وهو ما يستدعي توضيحاً دقيقاً يضع الوقائع في سياقها الصحيح.

أولاً : فيما يخص مبررات ما ورد بالمذكرة الصادرة عن منظمة

المحامين لناحية الجزائر العاصمة :

ردا على البلاغ المشترك لمجلس حقوق الإنسان حول وجود مضايقات تمارسها منظمة محامي الجزائر وذلك بمنع منتسبي المنظمة من المشاركة في المناقشات والحصص التي تعرض عبر وسائل الإعلام ومواقع التواصل الاجتماعي و التي تناقش مواضيع سياسية واقتصادية إلى جانب مواضيع أخرى على ضوء المذكرة الصادرة عن منظمة المحامين لناحية الجزائر العاصمة بتاريخ 2025/09/28 نوافيكم بالعناصر التالية :

- بناء على تقارير من السادة أعضاء مجلس المنظمة تضمنت عددا معتبرا من المحامين التابعين لمنظمة المحامين لناحية الجزائر العاصمة يتم استعمالهم كمادة إعلامية لتنشيط عدد من الحصص التلفزيونية بصفة دورية ومنتظمة رغم أن مجلس المنظمة لم يسجل بهذا الصدد إيداع أي طلب موافقة مسبقة موجهة للسيد نقيب المحامين وفقا لأخلاقيات الممارسة المهنية والنصوص التشريعية المنظمة لها، لمدة تزيد عن سنة كاملة.
- إن هذه التقارير أشارت إلى إخلال جسيم بقواعد الممارسة المهنية وأخلاقياتها بما في ذلك مخالفة النصوص التشريعية والتنظيمية المنظمة لمهنة المحاماة، حيث أنه :
- يمنع على المحامي وفقا لأخلاقيات الممارسة المهنية الإشهار المهني لنفسه أو الإيعاز على ذلك وفقا لأحكام المادة 12 من القانون 13 - 07 المنظم لمهنة المحاماة.
- يمنع على المحامي تقديم حصص أو استشارات قانونية في الوسائل الإعلامية المرئية والمسموعة والمكتوبة وفي المواقع الإلكترونية دون الموافقة المسبقة من السيد نقيب المحامين وهذا على شرط عدم المساس بالقواعد المانعة للإشهار و جلب الزبائن والسر المهني و عدم قبض أي مقابل مالي وفقا لأخلاقيات الممارسة المهنية، لاسيما أحكام المادة 98 من القرار الوزاري المؤرخ في 19 ديسمبر 2015 المتضمن الموافقة على النظام الداخلي لمهنة المحاماة.
- يعتبر خطأ مهنيا جسيما وفقا لأحكام المادة 179 الفقرة 3 و 8 من النظام الداخلي كل إفشاء عمدي للسر المهني و إجراءات التحري والتحقيق، و كل سعي لجلب الزبائن عن طريق الإشهار الإذاعي أو التلفزي أو الصحفي والإلكتروني .

- إن المذكرة الصادرة عن منظمة المحامين لناحية الجزائر العاصمة بتاريخ 2025/09/28 لا يمكن اعتبارها بأي حال من الأحوال تقييدا تعسفيا لحرية التعبير بل تندرج ضمن الممارسة المشروعة لاختصاصات الهيئة المهنية والمخولة قانونا لنقيب المحامين.
- إن حرية التعبير وإن كانت حقا أساسيا إلا أنها ليست مطلقة و غير منفصلة عن الالتزامات الخاصة التي تفرضها صفة المحامي، لذا فإن اشتراط الموافقة المسبقة من السيد النقيب لا يشكل رقابة و لا ترخيصا تعسفيا بل يعد أداة تنظيمية متناسبة ترمي إلى حماية النظام العام القضائي وأخلاقيات المهنة، خاصة في ضل التطور المتسارع لوسائل الإعلام وشبكات التواصل الاجتماعي.
- إن النصوص المنظمة لمهنة المحاماة تخول إلى السيد النقيب مهمة الإشراف الأخلاقي والتنظيمي على الهيئة، و هي مهمة لا تقتصر على التأديب اللاحق بل تشكل كذلك أداة وقائية للمخالفات المهنية، و من هذا المنطلق فإن تنظيم التدخلات العلنية مسبقا، يعد آلية وقائية وتنسيقية تهدف إلى تفادي أي تصريحات من شأنها المساس بكرامة المهنة أو بوقار العدالة.
- إن الكثير من المحامين ينشطون حصصا لتقديم استشارات قانونية عبر الهواء مباشرة في مخالفة واضحة للقواعد المهنية لمهنة المحاماة.
- إن الظهور الإعلامي عبر القنوات الفضائية ووسائل الإعلام بأنواعها و الحضور الدائم و المنتظم للمحامين في البلاتوهات التلفزيونية تعتبره المؤسسات الإعلامية شكلا مستحدثا من التسويق التجاري، في حين أنه يسيء لمهنة المحاماة و ممارسيها، و خلق استياء كبيرا في الوسط المهني.
- إن أغلب المحامين تربطهم " عقود و اتفاقيات عمل بمقابل " مع هذه القنوات الفضائية مما يشكل خرقا لأحكام المادة 98 من النظام الداخلي و عدم إيداع هذه العقود وفقا لأحكام المادة 94 من النظام الداخلي لمراقبة مجلس المنظمة مدى التزامها بأحكام قانون المهنة .
- إن الموافقة المسبقة للسيد النقيب الهدف منها اضطلاع النقيب على مضمون المشاركة الإعلامية للمحامين ومدى كفاءة المحامي المهنية والقانونية في احترام الالتزامات الملقاة على عاتقه مثل منع الإشهار والمحافظة على السر المهني وسرية التحقيق.

- إن بعض المحامين وقعوا في أخطاء مهنية جسيمة يمكن أن تؤسس لقيام المسؤولية الجزائية في حقهم بعد عرضهم في حصص تلفزيونية أسراراً مهنية و عدم حفاظهم على سرية التحقيق بل إن منهم من قدم تصريحات قد تعتبر تقييلاً من شأن الأحكام القضائية و مساساً باستقلالية السلطة القضائية وهو ما يعاقب عليه القانون.
- إن كل الحصص التلفزيونية الاجتماعية يستعرض فيها المحامون أمثلة عن قضايا موكلهم و خصوم موكلهم بشكل يمس بالسر المهني الواجب حمايته بشكل مطلق و الذي يعتبر من النظام العام وفقاً لأحكام المادة 90 من النظام الداخلي و أن المساس به بهذا الشكل يهدد الممارسة المهنية للمحاماة و يزعزع ثقة المتقاضين .
- إن الاستعانة بمحامي في حصص تلفزيونية لتقديم استشارات قانونية، و دعوة نفس المحامي لمناقشة حصص اقتصادية و اجتماعية و دعوته أيضاً للتدخل في حصص سياسية بل و مشاركته أيضاً في حصص رياضية و مواضيع دينية يعتبر تسويقاً لمادة إعلامية، ولا يمكن أن نجعل من صفة المحامي ورسالته الحقوقية النبيلة موضوع ممارسة لمهنة الصحافة بهذا الشكل المخالف لكافة القواعد و التقاليد المهنية و الأخلاقية العالمية التي تعنى بممارسة المحامين لمهامهم.

ثانياً: في مسألة حرية الرأي والتعبير:

تؤكد الجزائر أن حرية الرأي والتعبير حق أساسي مكفول دستورياً، و مضمون بموجب المادة 19 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية و السياسية، غير أن الفقرة الثالثة من المادة ذاتها تجيز إخضاع هذه الحرية لقيود يحددها القانون و تكون ضرورية لاحترام حقوق الآخرين و سمعتهم أو لحماية الأمن القومي أو النظام العام أو الصحة العامة أو الآداب العامة .

وفي هذا الإطار، فإن اشتراط الموافقة المسبقة من السيد النقيب لا يشكل رقابة على الآراء ولا ترخيصاً تعسفياً، بل هو آلية تنظيمية مهنية متناسبة، ترمي إلى:

حماية السر المهني، الذي يعد من النظام العام وفقاً للمادة 90 من النظام

الداخلي :

- صون سرية التحقيق .
- منع الإشهار غير المشروع وجلب الزبائن بوسائل إعلامية .
- الحفاظ على وقار العدالة واستقلال السلطة القضائية .

إن صفة المحامي ليست صفة عادية، بل تترتب عنها التزامات خاصة تميزه عن غيره من الفاعلين في المجال العام. وبالتالي، فإن تنظيم تدخلاته الإعلامية يدخل في صميم اختصاصات الهيئة المهنية، ولا يمكن تفسيره كتقييد تعسفي لحرية التعبير .

والجزائر، إذ تحترم وضعية المدافعين عن حقوق الإنسان واستقلالية المحامين وحرية الرأي والتعبير، تؤكد أن تنظيم الممارسة المهنية لا يصل بأي حال إلى المساس بجوهر هذه الحقوق .

ثالثا: في استقلالية المحامين ووضعية المدافعين عن حقوق الإنسان وموائمة مع المعايير الدولية :

إن منظمة محامي الجزائر العاصمة هيئة مهنية مستقلة، تتمتع بالشخصية المعنوية، ويُنتخب مجلسها ونقيها وفق آليات ديمقراطية داخلية، وتمارس صلاحياتها دون تدخل من السلطة التنفيذية. وعليه، فإن ما صدر عنها يندرج ضمن استقلالها الذاتي في تنظيم المهنة.

وتعتبر منظمة محامي الجزائر العاصمة منظمة عريقة كانت ولا تزال ملتزمة بالدفاع عن قيم العدالة والحقوق والحريات، و إن المحامين الممارسين تحت كنفها من خيرة المحامين في المجال القانوني و الحقوقي، يتمتعون بحماية مطلقة لدى ممارستهم لمهامهم أو بمناسبة دفاعا عن كل تلك القيم و المبادئ دون أي تضيق في إطار الوفاء لأخلاقيات و تقاليد الممارسة المهنية للمحاماة و احترام النصوص القانونية و التنظيمية المنظمة لها.

كما أن الادعاء بأن المذكرة تمس بوضعية المدافعين عن حقوق الإنسان يفتقر إلى السند الواقعي والقانوني، إذ أن المحامين المعنيين لم يكونوا يمارسون نشاطاً دفاعياً عن حقوق الإنسان عند ظهورهم الإعلامي، بل كانوا يقدمون استشارات مباشرة أو يعلقون على قضايا

جارية أو يخوضون في مواضيع لا صلة لها بالممارسة المهنية، بما في ذلك مواضيع ذات طابع تجاري أو غير قانوني ، وقد سجلت حالات تضمنت :

- تصريحات حول قضايا معروضة أمام القضاء تتضمن مزاعم بوجود تحقيقات أمنية سرية، بما يشكل مساساً باستقلال السلطة القضائية وحقوق المتقاضين .
- تعميم اتهامات خطيرة ضد فئات اجتماعية دون سند قضائي.
- إفشاء أو التلميح إلى معطيات تمس بالسر المهني أو بسرية التحقيق.
- ارتباط بعض المحامين بعقود مدفوعة الأجر مع قنوات إعلامية دون إيداعها لدى مجلس المنظمة طبقاً للمادة 94 من النظام الداخلي وغير مصرح بها.

إذا تُركت هذه الممارسات دون تنظيم، فمن شأنها أن تزعزع ثقة المتقاضين في مهنة المحاماة، وإن تحولت الصفة المهنية للمحاماة إلى أداة تسويق إعلامي لفائدة القنوات التلفزيونية و الإذاعية ، يتعارض مع التقاليد المهنية والأخلاقية العالمية للمحاماة .

في هذا السياق، فإن الجزائر تحترم وضعية المدافعين عن حقوق الإنسان، واستقلالية المحامين، وحرية الرأي والتعبير، لكنها تؤكد أن هذه الحقوق لا تعفي من الالتزامات المهنية الخاصة بالملازمة لصفة المحامي والتي يجب أن تخضع لقواعد وسلوكيات المهنة وهو ما قامت به منظمة المحامين لناحية الجزائر في إطار مهامها القانونية .

إن الإطار القانوني المنظم لمهنة المحاماة في الجزائر متوافق مع المعايير الدولية ذات الصلة بترقية وحماية حقوق الإنسان، بما في ذلك :

- المادة 19 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية .
- المبادئ الأساسية بشأن دور المحامين المعتمدة من قبل الأمم المتحدة (هافانا، 1990)
- أحكام الميثاق العربي والميثاق الإفريقي لحقوق الإنسان .

ولا يوجد في المذكرة أي نص يمنع المحامين من التعبير عن آرائهم، بل تنظّم فقط شروط تدخلهم الإعلامي بصفهم محامين، حمايةً لمقتضيات العدالة وأخلاقيات المهنة.

رابعاً: التدابير الدستورية و التشريعية و التنظيمية المتخذة لضمان حماية المحامي و استقلالية منظمات المحامين :

تستند حماية المحامي واستقلالية مهنة المحاماة إلى منظومة قانونية متكاملة تهدف إلى ضمان حماية حقوق الدفاع والمساهمة في تحقيق العدالة بصفة مستقلة عن السلطة التنفيذية، ويتجسد ذلك من خلال التدابير الدستورية و التشريعية و التنظيمية المنصوص عليها كما يلي :

1- بموجب الدستور:

كرس الدستور في الجزائر مبادئ تعزز استقلالية المحاماة بشكل غير مباشر من خلال:

- التأكيد على استقلالية القضاء بموجب المادة 163 إذ أن القضاء سلطة مستقلة، مما يسمح للمحامي بممارسة مهامه بكل موضوعية وحرية.
- التأكيد على الحق في الدفاع، إذ يضمن الدستور حق المواطن في الاستعانة بمحامٍ، مما يمنح المهنة صبغة الخدمة العامة لإرساء دولة القانون .
- يكفل الدستور الحق للمواطن في هذا الاطار استفادة المحامي من الضمانات القانونية التي تحميه من كل أشكال الضغط وتمكنه من ممارسة مهنته في حرية مطلقة.

2- بموجب القانون المنظم للمهنة:

يُعد القانون رقم 07-13 المؤرخ في 29 أكتوبر 2013 المتضمن تنظيم مهنة المحاماة، الوثيقة الأساسية المنظمة للمهنة، وقد نص صراحة على استقلاليتها:

- التسجيل في جداول المحامين يتم عن طريق المنظمات الجهوية للمحامين.
- بالنص في المادة 2 منه على أن المحاماة مهنة حرة ومستقلة تهدف لحماية حقوق الدفاع والمساهمة في العدالة.
- منحت المادة 5 منه للمحامي الحرية الكاملة في اختيار قضاياه، باستثناء حالات التسخير التي ينظمها القانون .

- يتمتع مكتب المحامي بحصانة قانونية مشددة، تمنع تفتيشه أو حجز وثائقه إلا بضوابط صارمة وتشمل حضور نقيب المحامين أو مندوبه أو بعد إخطارهما قانوناً وفقاً للمادة 22 من القانون رقم 07-13.

- منحت المادة 24 منه حصانة للمحامي بمنحه حماية تامة فيما يخص سرية الملفات والمراسلات والعلاقة مع الموكل، كما تضمن عدم متابعته بسبب مرافعاته وأفعاله داخل الجلسة.

- تبرز استقلالية مهنة المحاماة وعدم التدخل الإداري فيها من خلال أيضا الإجراءات التأديبية التي يخضع لها المحامي الجزائري، حيث يتابع تأديبياً أمام مجلس منظمة المحامين في هيئته التأديبية لمساءلته عن أي خطأ مهني أو تصرف منافٍ لشرف المهنة وتقاليدها، مع حق الطعن في القرارات التأديبية أمام اللجنة الوطنية للطعن ومجلس الدولة.

- يُشكل المجلس التأديبي عملاً بأحكام المادة 115 من قانون تنظيم المهنة رقم 07-13، من أعضاء منتخبين، يتم انتخابهم بعد 20 يوم الموالية لانتخابات مجلس منظمة المحامين، حيث ينتخب هذا الأخير من بين أعضائه مجلساً تأديبياً بالاقتراع السري وبالأغلبية المطلقة، يرأسه نقيب المحامين لمنظمة الناحية إلى جانب أعضاء أساسيين وأعضاء مستخلفين لمدة ثلاثة سنوات.

3- بموجب النظام الداخلي لسنة 2015:

تضمن النظام الداخلي لمهنة المحاماة المصادق عليه بالقرار الوزاري المؤرخ في 19 ديسمبر 2015 الجوانب الإجرائية التي تدعم الاستقلالية من خلال:

الاستقلال عن الخصوم: يمنع النظام الداخلي المحامي من الخضوع لأي توجيه من غير موكله أو مجلس المنظمة الجهوية للمحامين، كما ينظم حالات التنافي التي قد تضر بحياده.

الاستقلال الإداري: تدار شؤون المهنة من طرف هيئات منتخبة (مجالس المنظمات الجهوية والاتحاد الوطني لمنظمات المحامين)، وهي صاحبة الاختصاص الحصري في القبول بالجدول أو المتابعات التأديبية.

علاقات الاتحاد الوطني للمحامين مع الخارج تتم بصفة مستقلة وله أن ينظّم لأية منظمة يراها كما يقوم بتنشيط نشاطات علمية ومهنية دون تدخل السلطة التنفيذية.

الاستقلال المالي: منوط بهياكل المهنة ويتم بصفة مستقلة بناء على اشتراكات المحامين المقيدون في الجدول.

نظام التأديب: استقلالية المهنة تتجلى في أن المحامي لا يُحاسب مهنيًا إلا أمام هيئة محامين في مجلس المنظمة، مما يحميه من أي تدخل خارجي، إذ تُنظم مهنة المحاماة في هياكل مستقلة تضمن تسييرها وحماية منتسبيها، على المستوى الجهوي من خلال نص القانون المنظم للمهنة على استحداث منظمة المحامين أو النقابة الجهوية، يسيرها مجلس المنظمة المنتخب، ويرأسها النقيب، تتولى المنظمة إدارة جدول المحامين والنظر في الشكاوى والمتابعة التأديبية للمحامين.

أما على المستوى الوطني، فتم استحداث الاتحاد الوطني لمنظمات المحامين، وهو الهيئة العليا التي تمثل جميع النقابات الجهوية على المستوى الوطني والدولي، ويتكون من النقباء المنتخبين، مهمته التنسيق بين المنظمات والدفاع عن استقلالية المهنة أمام السلطات.

4- من خلال تنظيم العملية الانتخابية للهيكل المنظمة للمهنة:

تخضع إجراءات تنظيم العملية الانتخابية وضوابطها لاختيار ممثلي مجلس منظمات المحامين لمبادئ أساسية بعيدا عن أي تدخل إداري، بدءا من استدعاء الجمعية العامة الانتخابية وفتح باب الترشح ودراسة الملفات وحق الطعن فيها والمنازعة في العملية الانتخابية إلى غاية الإعلان النهائي عن نتائج الانتخابات وتوزيع الفائز من المحامين على رأس هذه الهيئة المهنية طبقا لأحكام المواد من 92 إلى 97 من القانون رقم 07-13 و المواد 100 و 110 إلى 115 من النظام الداخلي لمهنة المحاماة .

حيث يتولى مجلس الإتحاد الوطني لمنظمات المحامين تحديد تواريخ الجمعيات الانتخابية ويتم اختيار نقيب المحامين في الجزائر عبر انتخابات (الإقتراع السري المباشر) تجربها الجمعية العامة لكل منظمة

جهوية (المحامون المسجلون بالجدول ماعدا المترشحين لا يشاركون في العملية الانتخابية) من بين المحامين الممارسين، لمدة 3 سنوات، ويشترط فيه أقدمية مهنية محددة لا تقل عن 7 سنوات مع التمتع بحسن السير والسلوك، وعدم صدور أحكام تأديبية أو قضائية مخلة بالشرف.

بعد تتويج النقيب على رأس المنظمات الجهوية يتم انتخاب رئيس الإتحاد من ضمن المترشحين من النقيب عن طريق الانتخاب السري وبالغلبية المطلقة للأصوات.

خاتمة:

إن الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية، إذ تجدد انخراطها الصادق في التعاون مع الإجراءات الخاصة، تؤكد أن الادعاءات المثارة لا تعكس الواقع القانوني ولا السياق المهني الذي صدرت فيه المذكرة.

فالجزائر تحترم وضعية المدافعين عن حقوق الإنسان، واستقلالية المحامين، وحرية الرأي والتعبير، وتكفل ممارستها في إطار دولة القانون والمؤسسات.

كما أن منظمة محامي الجزائر العاصمة، باعتبارها هيئة مهنية مستقلة وعريقة، مارست اختصاصاتها القانونية في إطار تنظيمي مشروع، يهدف إلى صون كرامة المهنة، وحماية السر المهني، والحفاظ على هيبة العدالة، دون أي مساس بجوهر الحقوق والحريات.

وتبقى الجزائر على استعداد لمواصلة الحوار البناء مع المقررين الخاصين، على أساس الموضوعية والاحترام المتبادل، بما يعزز مصداقية آليات مجلس حقوق الإنسان، ويحفظ في الوقت ذاته سيادة الدول واستقلال مؤسساتها المهنية وفقاً للقانون الدولي.